



FICHE PAYS – FÉVRIER 2025

# Maroc



## Points essentiels :

- Les relations économiques entre la Suisse et le Maroc s'inscrivent dans des conditions-cadres bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les doubles impositions.
- Le Maroc est le 3<sup>e</sup> marché d'exportations de la Suisse en Afrique (CHF 387 millions en 2024).
- La Suisse est un investisseur important au Maroc, avec une cinquantaine d'entreprises suisses présentes sur place qui emploient environ 8'000 personnes.
- Au cours des dernières années, le Maroc s'est distingué par le développement de son secteur financier et une diplomatie économique active tournée vers l'Afrique et se présente de plus en plus comme un lien entre l'Afrique et l'Europe.

# 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

## 1.1 Informations générales

	Maroc	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	446'550 (11x CH)	41'290
Monnaie	Dirham (MAD)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 13.12.2024)	11.18 MAD →	1 CHF
Population	37.5 millions (+1%)	8.8 millions (+0.9%)
Nombre de Suisses au Maroc	1'561 (2023)	--
Nombre de Marocains en Suisse	--	8'205 (aout 2023)

## 1.2 Rankings<sup>2</sup>

	Maroc	Suisse
<a href="#">Index of Economic Freedom (2024)</a>	97/176 (+0)	2/176 (+0)
<a href="#">Corruption Perception Index (2023)</a>	97/180 (+0)	6/180 (+0)
<a href="#">Human Development Index (2022)</a>	120/191 (+2)	1/191 (+0)
<a href="#">Global Innovation Index (2023)</a>	70/132 (-3)	1/132 (+0)

## 1.3 Composition du gouvernement

Chef de l'Etat (monarchie constitutionnelle)	Roi Mohammed VI (depuis 07.1999)
Premier Ministre	Aziz AKANNOUCH (depuis 10.2021)
Ministre de l'Economie et des finances	Nadia Fettah ALAOUI (depuis 10.2021)
Ministre de l'Industrie et du commerce	Ryad MEZZOUR (depuis 10.2021)
Ministre des Affaires étrangères	Nasser BOURITA (depuis 04.2017)
Ministre de l'Education et de la formation prof.	Mohamed SAAD BERRADA (depuis 10.2024)
Gouverneur de la Banque centrale	Abdellatif JOUAHRI (depuis 04.2003)
Prochaines élections (législatives, régionales, municipales)	Septembre 2026

<sup>1</sup> World Bank Data

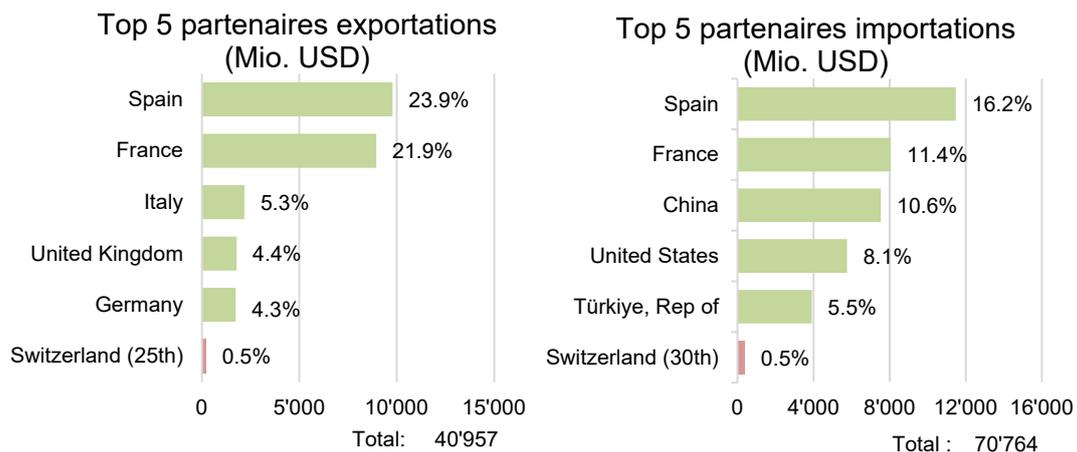
<sup>2</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

## 2. Statistiques économiques

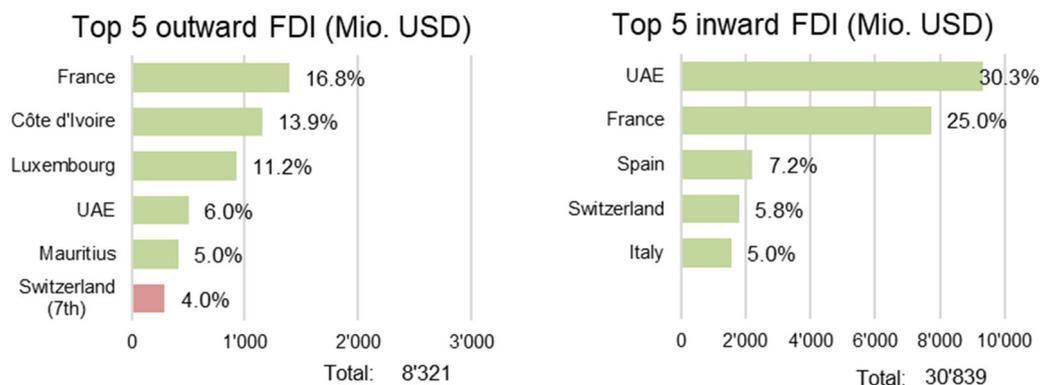
### Indicateurs macroéconomiques<sup>3</sup>

Maroc				
	2023	2024	2025	2026
<b>Croissance du PIB (%)</b>	3.4	2.8	3.6	3.4
<b>PIB (USD Mrd.)</b>	144	157	169	181
<b>PIB/habitant (USD)</b>	3'901	4'204	4'471	4'746
<b>Inflation (%)</b>	6.1	1.7	2.3	2.3
<b>Chômage (%)</b>	13.0	13.4	12.6	12.1
<b>Solde budgétaire (% du BIP)</b>	-4.4	-4.3	-3.8	-3.3
<b>Dette publique (% du BIP)</b>	68.6	67.9	67.1	66.1
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	-0.6	-2.0	-2.3	-2.5

### Commerce extérieur marocain 2023<sup>4</sup>



### Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc 2023<sup>5</sup>



<sup>3</sup> IMF World Economic Outlook Data Base, [Décembre 2024](#). Cellules ombragées sont des estimations/projections.

<sup>4</sup> IMF, Direction of Trade Statistics (DOTS), May 2024

<sup>5</sup> Coordinated Direct Investment Survey (CDIS), December 2024

### 3. Situation économique<sup>6</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie (% du PIB)<sup>7</sup>

Bien que l'économie marocaine soit de plus en plus diversifiée, elle reste néanmoins **dépendante de plusieurs piliers** : l'**agriculture**, le **tourisme**, les **transferts des marocains résidents à l'étranger** et les **exportations de phosphate**. En 2022, le **secteur primaire** (incluant la pêche) comptait pour **11%** du PIB, employant environ 30% de la population active. Le **secteur secondaire**, lui, contribuait à hauteur de **27%** du PIB, employant plus de 20% de la population active. Le **secteur tertiaire (surtout le tourisme)** a contribué pour **52%** du PIB en 2022, employant près de 50% de la population active. Un défi majeur pour l'économie marocaine reste **l'intégration de son économie informelle** qui s'élève à 31% du PIB selon la Banque centrale marocaine. Enfin, la **dépendance du Maroc aux importations de pétrole** (le Maroc importe environ 90% de ses besoins énergétiques) rend le pays vulnérable aux fluctuations du prix sur le marché international et explique en partie le déficit systématique de la balance commerciale. Les transferts des Marocains résidant à l'étrangers sont également une manne financière importante pour le pays.

Rang	Secteurs	2020	2022
1	Services	51%	52%
2	Industrie	26 %	27%
3	Agriculture	12 %	11%

#### 3.2 Politique économique

##### *Information générale*

Le Maroc peut être décrit comme une économie émergente avec une **politique économique libérale, caractérisée par une grande ouverture vers l'extérieur**. Une **stratégie d'industrialisation dans les secteurs à forte valeur ajoutée a été développée** (industrie automobile, aéronautique, énergies renouvelables). Justement, sur le plan industriel, le Maroc est passé en 20 ans d'un pays à production « low cost » à un pays « best cost », avec l'ambition de positionner mondialement comme pays offrant la « best value ». L'économie marocaine jouit politique économique rigoureuse et cohérente, conjuguée avec une diplomatie commerciale ferme et soutenue par une politique monétaire stricte. De ce fait, l'économie du pays se remet rapidement de la récession engendrée par la crise sanitaire. Cependant, certains secteurs sont encore considérés comme souverains et ne sont donc pas ouverts à la concurrence ou ne le sont que partiellement (l'énergie, eau, défense et de la numérisation).

En prévision de la forte croissance de la consommation intérieure d'énergie (estimée à +250% entre 2015 et 2030), Le Maroc a mis en place une **politique de développement des énergies renouvelables pionnière dans la zone MENA**. Parmi les premiers pays de la région à avoir **éliminé les subventions sur les énergies fossiles**, le Maroc vise à porter la part des énergies renouvelables à plus de 50% d'ici 2030. Le **marché de l'électricité a notamment été ouvert à la compétition**, autorisant de ce fait aux entités privées de produire et commercialiser de l'électricité issue de sources renouvelables.

##### *Politique budgétaire/fiscale*

Le gouvernement marocain a lancé une réforme fiscale pour simplifier et moderniser son système, tout en répondant aux défis socioéconomiques et environnementaux. L'objectif est de créer une fiscalité plus juste, transparente, et favorable à l'investissement, tout en garantissant les financements nécessaires aux politiques sociales et aux programmes de développement. Parmi les mesures phares de la Loi de Finances 2024, on trouve la réforme de la fiscalité des cigarettes, la taxation progressive des produits sucrés, et la révision de la

<sup>6</sup> Rapport économique 2023 de l'Ambassade suisse à Rabat.

<sup>7</sup> The World Bank Group, DataBank

---

TVA sur trois ans (avec des taux de 20% et 10%, et des exonérations pour les produits de première nécessité). La réforme prévoit également des actions contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent, et le financement du terrorisme. L'ensemble de ces mesures vise à assurer des ressources financières stables et durables pour soutenir les réformes économiques et sociales, telles que la généralisation de la sécurité sociale.

Le déficit budgétaire se réduit progressivement, se montant à 4.4% du PIB pour 2023. Néanmoins, le poids de la dette devient de plus en plus problématique pour le pays et devrait dépasser les 100 milliards de francs suisses fin 2023, soit environ 80% du PIB. La dette extérieure, en particulier, est passée de CHF 20,9 milliards à CHF 26,2 milliards, soit une augmentation d'environ 25%.

---

#### *Politique monétaire*

La Banque Al-Maghrib (banque centrale) est responsable de la **politique monétaire** marocaine et a comme objectif principal la **stabilité des prix**. En théorie, la politique monétaire de la banque centrale est indépendante du gouvernement. Cela dit, **en pratique, le système de taux de change reste dans les mains du Ministère des Finances**.

La Bank Al-Maghrib a réduit son taux directeur de 25 points de base à 2,75%, après deux ans de stabilité, afin de soutenir une croissance économique fragile et maîtriser l'inflation. Cette décision vise à faciliter l'accès au crédit et stimuler l'investissement, tout en encourageant la consommation et le développement des secteurs non agricoles. Parallèlement, le dirham a gagné 0,93% par rapport au dollar et à l'euro, réduisant le coût des importations. Cependant, l'abondance de liquidités en espèces, représentant 30% du PIB, engendre des risques de fraude et de thésaurisation, ce qui prive l'économie de financements essentiels. Le Wali de la BAM envisage l'introduction de la monnaie numérique, l'e-dirham, pour limiter cette problématique.

---

#### *Politique économique extérieure*

Le Maroc a déployé des **efforts diplomatiques considérables depuis 2016** pour chercher à diversifier ses relations économiques et commerciales, encore passablement dépendantes de l'Europe où s'écoule plus de 60% de ses exportations. Cette diversification et cette ouverture sont guidées par des intérêts économiques et surtout géopolitiques. La reconnaissance de la marocanité du Sahara par les Etats-Unis et la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël ont été déclencheurs de nouveaux partenariats stratégiques dans les secteurs de la défense, de l'industrie et de l'énergie. En outre, le Maroc accorde une importance particulière à l'Afrique où il se positionne comme premier investisseur en Afrique de l'Ouest et deuxième à l'échelle du continent.

### **3.3 Conjoncture économique**

La **pandémie de coronavirus a durement touché l'économie marocaine**, avec une baisse de -7,2% selon le FMI. Après une bonne reprise en 2021 avec une croissance de 7,9% selon le FMI, la croissance a fortement chuté en 2022 (1,3%), principalement en raison de la guerre en Ukraine. La croissance a toutefois repris et était de 3% en 2023 et devrait osciller dans ces eaux-là en 2024 et 2025 selon le FMI. Le chômage au Maroc a battu un record en atteignant 13% en 2023, impactant surtout les femmes et les jeunes.

En 2023, les IDE au Maroc ont chuté de 53,3%, passant de CHF 2,1 milliards à CHF 1 milliard. L'industrie a attiré la majorité des IDE (37%), suivie de l'immobilier (19,7%) et des transports (7,2%). Cette baisse, anticipée par le Ministère de l'Investissement, a également impacté les investissements suisses, qui sont sortis du top 10 des investisseurs étrangers, bien qu'ils restent dans le top 20. Les IDE suisses au Maroc ont diminué de 37%, passant de CHF 78 millions en 2022 à CHF 48 millions en 2023.

Le pays a également entrepris d'importantes réformes pour s'imposer comme un pays industrialisé. Un grand nombre de nouvelles usines sont construites dans les secteurs de l'automobile et de l'aviation, et l'infrastructure logistique continue d'être développée. Le tourisme s'est également bien rétabli après la pandémie de Covid.

## 4. Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
<a href="#">Accord de libre-échange (ALE)</a>	En vigueur	01.07.1999
<a href="#">Accord contre la double-imposition (CDI)</a>	En vigueur	27.07.1995
<a href="#">Accord de protection des investissements (API)</a>	En vigueur	12.04.1991
<a href="#">Accord sur les services aériens</a>	En vigueur	23.06.2011

### 4.2 Présence institutionnelle

#### Au Maroc :

- [Chambre de Commerce Suisse au Maroc \(CCSM\)](#)

#### En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)<sup>8</sup>



**734 millions**  
Commerce (CHF),  
2024 prov. Total 2

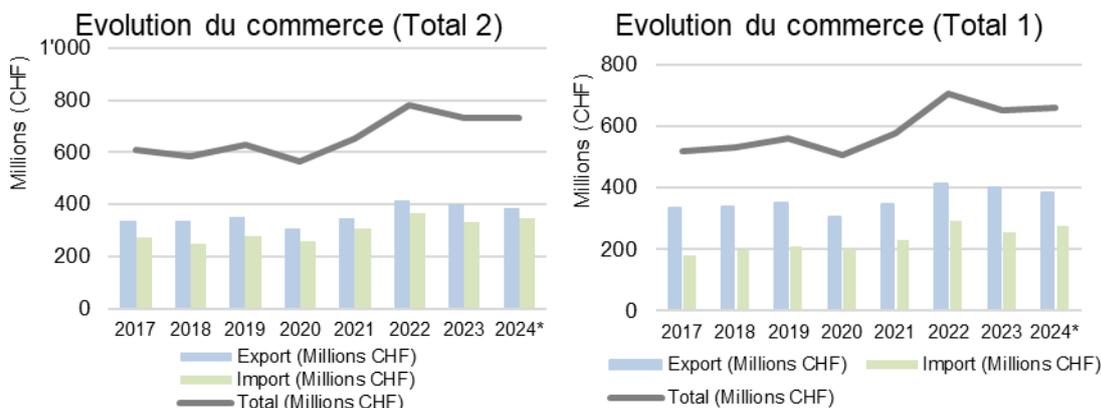


**0.1%**  
Part mondiale,  
Total 2



**Nr.66**  
Partenaire commercial,  
Total 2

#### Evolution du commerce bilatéral

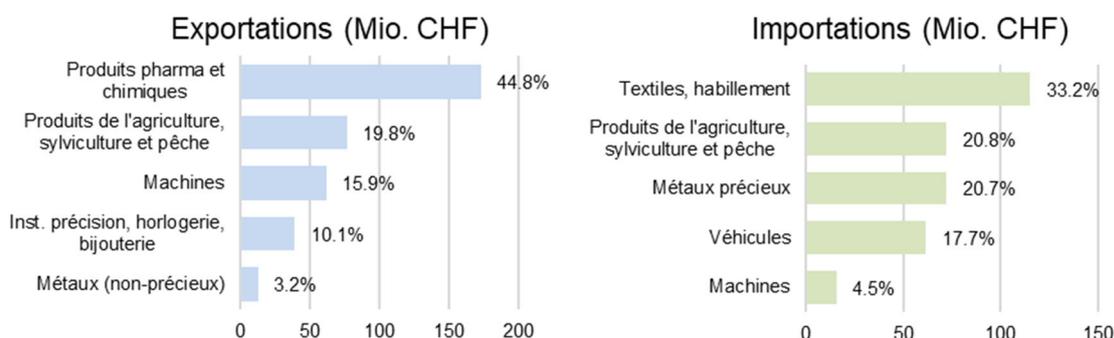


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2020</b>	306	-13	259	-7	48	565	-10
<b>2021</b>	347	13	307	19	40	655	16
<b>2022</b>	414	19	365	19	49	780	19
<b>2023</b>	403	-3	331	-9	71	734	-6
<b>2024*</b>	387	-4	348	5	39	734	0
<b>(Total 1)**</b>	<b>386</b>	<b>-4</b>	<b>275</b>	<b>9</b>	<b>111</b>	<b>661</b>	<b>1</b>

\*) Chiffres provisoires

\*\*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

#### Composition du commerce bilatéral (2024 prov., Total 2)



<sup>8</sup> Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

## Commentaires

Le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et le Maroc s'est monté à CHF 734 millions en 2024. Le Maroc est ainsi le 2<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Suisse en Afrique du Nord (juste après l'Egypte), le 7<sup>ème</sup> dans toute la région MENA et le 8<sup>ème</sup> sur le continent africain. La balance commerciale est relativement bien équilibrée et diversifiée entre les deux pays. La tendance haussière du commerce bilatérale depuis plusieurs années est notable et porteuse de perspectives positives.

### 4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)<sup>9</sup>

Les données pour le commerce des services entre la Suisse et le Maroc ne sont pas disponibles.

### 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>10</sup>

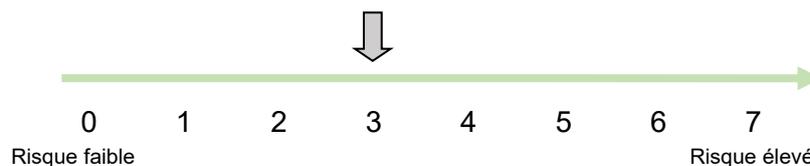
#### Investissements directs étrangers (IDE) (millions CHF)



## Commentaires

Près d'une cinquantaine d'entreprises suisses sont présentes au Maroc, où elles y emploient environ 8'000 personnes selon les statistiques suisses. Elles bénéficient d'une bonne visibilité et d'une excellente réputation à travers le pays et la majorité d'entre elles sont membres de la dynamique Chambre de commerce Suisse au Maroc, basée à Casablanca.

### 4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>11</sup>



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

<sup>9</sup> [Banque Nationale Suisse](#)

<sup>10</sup> [Banque Nationale Suisse](#), [Bundesamt für Statistik](#)

<sup>11</sup> [SERV](#)

#### 4.7 Coopération au développement

Le programme de la Suisse au Maroc, qui s'appuie sur les activités suisses existantes dans le pays, en particulier dans le domaine des questions humanitaires et politiques, est mis en œuvre de manière coordonnée, cohérente et complémentaire. Différents services fédéraux sont impliqués : la Direction au développement et à la coopération (DDC) du DFAE, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la Direction politique (DP) et notamment sa Division de la sécurité humaine (DSH), la Direction du droit international (DDIP) et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

Le Maroc n'est pas un pays prioritaire pour la coopération économique du SECO. Toutefois, dans le cadre du programme suisse pour l'Afrique du Nord, le Maroc peut bénéficier de diverses initiatives régionales et globales ainsi que d'activités bilatérales sélectives du SECO. Par exemple, des projets sont actuellement mis en œuvre dans le domaine de l'accès au marché pour les produits régionaux typiques.

#### 4.8 Dernières visites (liste non-exhaustive)

2024 (mars)	Visite de travail du Ministre du commerce et de l'industrie marocaine, Ryad Mezzour
2023 (octobre)	Mission économique et scientifique du CF Guy Parmelin à la suite de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque Mondiale à Marrakech
2022 (09 – 12.05)	Mission au Maroc pour l'assemblée annuelle de la BERD, avec partie consacrée aux relations économiques bilatérales de la Secrétaire d'Etat Ineichen-Fleisch
2018 (28.06)	Visite de travail au Maroc de la Conseillère fédérale Doris Leuthard, accompagnée d'une délégation des secteurs énergie et transport
2016 (01-02.02)	Mission économique au Maroc de l'Ambassadrice Livia Leu (SECO), avec délégation d'entreprises
2015 (04-05.11)	Visite au Maroc du directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) W. Steinmann, avec une délégation de 22 entreprises
2015 (06.02)	Rencontre entre le Conseiller fédéral Schneider-Ammann et le Ministre marocain du Commerce Mohamed Abbou lors de l'ouverture de la Mustermesse Basel (MUBA).
2014 (04-05.09)	Visite de travail de la Conseillère fédérale Doris Leuthard à Rabat, auprès du Ministre de l'Energie M. Aamara